

ACTE D'ENGAGEMENT - CCATP

Patrimoine DGAC – Nice

INSTALLATION DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES SUR LA TOITURE DU BÂTIMENT DE L'ILOT 4.3 À NICE (06)



Service National Ingénierie Aéroportuaire / Pôle Nice-Corse

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (AE-CCATP)

N°

SNIA_PAI-NICE-CORSE_MAPA_25-063

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État - Ministère chargé des Transports
Direction Générale de l'Aviation Civile - Secrétariat Général
Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Objet du marché

Installation de panneaux photovoltaïque sur la toiture du bâtiment de l'ilot 4.3 à Nice (06)

Marché sur Procédure Adaptée (MAPA)
en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (mois zéro).

Date du marché

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

Montant TTC

Code CPV principal

45261215-4 Travaux de couverture de
panneaux solaire

Imputation

Prog 613

Remise des offres

Date et heure limites de remise des offres : Lundi 20/10/2025 à 12h00

AE-CCATP

Représentant de l'Acheteur (RA)

Monsieur le chef de pôle Nice-Corse du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Personne habilitée à donner les renseignements

Monsieur le chef de pôle Nice-Corse du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
ou son représentant

Ordonnateur

Monsieur le Directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
ou son représentant

Comptable public assignataire

Monsieur l'Agent Comptable du Budget Annexe du Contrôle et de l'Exploitation Aériens
50 rue Henry Farman
75720 Paris Cedex 15

Maitrise d'œuvre (MOE)

État - Ministère chargé des Transports
Direction Générale de l'Aviation Civile - Secrétariat Général
Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
Département Sud-Est – Pôle Nice-Corse
Aéroport de Nice-Côte d'Azur - Bloc technique T1- CS 63092
06202 Nice cedex 3

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Table des matières

ARTICLE 1. CONTRACTANT(S)	7
ARTICLE 2. PRIX.....	10
2.1 Contenu des prix – Mode d’évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	10
2.2 Montant du marché	11
2.3 Variante :.....	11
2.4 Montant sous-traité	12
2.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	13
2.6 Augmentation du montant des travaux	13
2.7 Clause de réexamen	13
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	15
3.1 Pièces contractuelles	15
3.2 Pièces non contractuelles	15
ARTICLE 4. DISPOSITIONS GENERALES	16
4.1 Responsabilités et assurances	16
4.1.1 Assurances de responsabilité civile de droit commun	16
4.1.2 Assurances de responsabilité décennale	16
4.1.3 Dispositions communes	16
4.2 Réalisation de prestations similaires.....	17
4.3 Clauses sociales et environnementales	17
4.3.1 Clauses sociales	17
4.3.2 Clauses environnementales.....	17
4.3.2.1 Clause carbone.....	17
4.3.2.2 Conditions d’éco-conception des produits.....	17
4.4 Exigence de traçabilité sociale des chaînes d’approvisionnement (condition d’exécution).18	
4.4.1 Principes généraux	18
4.4.2 Obligations du titulaire	18
4.5 Cybersécurité	19
4.5.1 Documentation.....	19
4.5.2 Etat de l’art.....	20
4.6 Autres dispositions générales.....	21
ARTICLE 5. CLAUSES TECHNIQUES	22
5.1 Objet et dispositions générales	22
5.1.1 Consistance des prestations	22
5.1.2 Exigences réglementaires	22
5.1.3 Qualité des matériaux	23
5.1.4 Mise en œuvre des ouvrages et produits.....	23

5.1.5	Stockage et protection.....	24
5.1.6	Nettoyage	24
5.2	Hypothèses de dimensionnement.....	24
5.2.1	Caractéristiques du bâtiment et des logements	24
5.2.2	Données climatiques	24
5.2.3	Niveaux sonores.....	24
5.3	Reconnaissance des lieux et limites de prestations.....	25
5.4	Préparation de chantier et sujétions générales d'exécution	25
5.4.1	Préparation de chantier :	25
5.4.2	Sujétions générales d'exécution :	25
5.5	Description détaillée des prestations.....	26
5.5.1	Grutage des fournitures et matériels :	26
5.5.2	Mise en place de supports des panneaux solaires de type plots béton :.....	26
5.5.3	Variante facultative en alternative aux supports de panneaux solaires de type plots béton	26
5.5.4	Panneaux photovoltaïques :	27
5.5.5	Mise en place du câble entre le TGBT et les onduleurs courant alternatif AC :	27
5.5.6	Mise en place du câble entre les onduleurs et les capteurs solaires (courant continu DC - UTE C 15-712-1)	28
5.5.7	Pose des onduleur et tout l'équipement (protection/ transfo etc....) :	28
5.5.8	Raccordement au TGBT :	28
5.5.9	Mise en service et contrôle :	29
5.5.10	Consuel	29
5.6	Niveau de criticité des installations de stockage des pièces détachées et de localisation des intervenants de maintenance	29
5.7	Essais et vérifications des installations électriques.....	29
5.7.1	Essais	29
5.7.2	Vérifications des installations électriques.....	30
5.8	Formation / assistance technique	30
5.9	Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	30
ARTICLE 6. DELAI D'EXECUTION DU MARCHE – PENALITES		31
6.1	Période de préparation	31
6.2	Délai d'exécution des travaux.....	31
6.3	Pénalités.....	31
6.3.1	Pénalités pour retard d'exécution	31
6.3.2	Autres pénalités.....	31
ARTICLE 7. PAIEMENTS.....		33
7.1	Modalités de transmission et de paiement	33
7.1.1	Modalités de transmission des pièces de paiement.....	33

7.1.2	Modalités de paiement	33
7.2	Décomptes et acomptes mensuels.....	33
7.3	Décompte final.....	34
7.4	Avance	35
7.5	Retenue de garantie.....	36
ARTICLE 8.	RESILIATION.....	37
ARTICLE 9.	ANNEXES	38
ARTICLE 10.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	39

ARTICLE 1. CONTRACTANT(S)

☐ **Je soussigné,**

Nom et prénom :													
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :													
Domicilié à :													
Tel. :								Fax :					
Courriel :													
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)													
Au capital de :													
Ayant son siège à :													
Tel. :								Fax :					
Courriel :													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :													
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :													

☐ **Nous soussignons,**

Co-traitant 1													
Nom et prénom :													
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :													
Domicilié à :													
Tel. :								Fax :					
Courriel :													
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)													
Au capital de :													
Ayant son siège à :													
Tel. :								Fax :					
Courriel :													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :													
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :													

Co-traitant 2	
Nom et prénom :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input style="width: 100%;" type="text"/>	
Domicilié à :	<input style="width: 100%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 100%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input style="width: 100%;" type="text"/>	
Au capital de :	<input style="width: 100%;" type="text"/>
Ayant son siège à :	<input style="width: 100%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 100%;" type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input style="width: 100%;" type="text"/>
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input style="width: 100%;" type="text"/>

• **Après avoir :**

- ✓ Pris connaissance du présent Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (AE-CCATP) n° **SNIA_PAI-NICE-CORSE_MAPA_25-063** et des documents qui y sont mentionnés ;
- ✓ Produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du CCP.

☐ **Je m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées l'article 4.1 ci-après et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée **ne me lie toutefois que si son acceptation est formalisée dans un délai de 180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée au Règlement de Consultation et rappelée en page de garde du présent document.

☐ **Nous nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés** :

☐ **solidaires** ou ☐ **conjointes**,

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

représentés par :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Le mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées à l'article 4.1 ci-après et, conformément aux

stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée **ne nous lie toutefois que si son acceptation est formalisée dans un délai de 180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée au Règlement de la Consultation et rappelée en page de garde du présent document.

Le choix du versement de l'avance est à formaliser dans le présent article 7.4

ARTICLE 2. PRIX

2.1 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché ainsi que les sujétions d'exécutions particulières suivantes :

- Des frais induits par la législation du travail concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant les modalités définies par les plans de prévention Hygiène et Sécurité de la notification du marché à la fin du délai de garantie de bon fonctionnement ;
- Des frais induits par l'exécution des travaux divers d'installation, de signalisation et de protection du chantier ;
- Des frais induits par toutes sujétions de coupes et de calepinage suivant demande du maître d'ouvrage ;
- Des frais relatifs à la nécessité de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- Des frais de nettoyage de chantier, des frais d'évacuation et de suivi des déblais et déchets d'un chantier et de son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets ;
- Des frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant réception ;
- Des intempéries et autres phénomènes naturels qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure ;
- Des frais d'assurance.

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 5.4.1 ci-après et par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG-Tx, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire.

Par dérogation à l'article 13-6 du CCAG-Tx, lorsque l'urgence à réaliser des travaux est incompatible avec le délai d'émission d'un devis par l'entreprise puis de son analyse par le MOE et la MOA, un ordre de service valorisé financièrement est transmis sur la base d'un forfait provisoire estimé après échange entre la MOE et l'entreprise.

Si l'ordre de service ainsi rédigé fait l'objet d'observation par l'entreprise dans un délai de 15 jours, ce forfait provisoire est ensuite discuté entre les parties.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Tx, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant, une décision de poursuivre ou un OS signé par le RA dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

La décision de poursuivre est un acte unilatéral signé par le seul maître d'ouvrage et reprenant les ordres de service valorisés signés depuis le démarrage du chantier. Elle a pour objet de permettre l'exécution et le paiement des prestations au-delà du montant initial du marché, dans la limite d'une augmentation de 15%. La décision de poursuivre, comme l'avenant, modifie le montant initial du marché.

En dérogation à l'article 14 du CCAG-Tx, le « montant contractuel des travaux » est le montant du marché initial auquel s'ajoute le montant des avenants et des décisions de poursuivre.

2.2 Montant du marché

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (mois zéro) indiquée en page 1 du présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives et techniques particulières.

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

Dans ce cas précis, le coefficient d'actualisation **Cn** applicable pour le calcul est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

$$Cn = Id-3 / Io$$

- avec **Io** = Valeur de l'index de référence **I** prise à la date limite de remise des offres (mois zéro) ;
- Id-3** = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la date de début d'exécution des prestations moins 3 mois.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché est l'index BT47 : ELECTRICITE.

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

Les travaux du présent marché seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal à :

- Montant hors TVA :
- TVA au taux de : %, soit
- Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres en euros TTC à :

2.3 Variante :

Les travaux du présent marché seront rémunérés selon la décision du maître d'ouvrage de retenir ou non la variante facultative proposée. Pour ce faire, le candidat doit renseigner ici le montant de son offre variante s'il souhaite répondre à la variante facultative :

- Montant hors TVA :
- TVA au taux de : %, soit
- Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres en euros TTC à :

DECISION DU MAITRE D'OUVRAGE
(A COMPLETER PAR LE REPRESENTANT DE L'ACHETEUR)

Le maître d'ouvrage décide ce qui suit en ce qui concerne la variante facultative décrite à l'article 5.5.3 du présent document : *(case à cocher par le RA)*

- ☐ Le maître d'ouvrage ne retient pas la variante facultative.
- ☐ Le maître d'ouvrage retient la variante facultative.

2.4 Montant sous-traité

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, un formulaire « Acte de sous-traitance SNIA » sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire « Acte de sous-traitance SNIA » est exprimé hors taxe ; le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est autoliquidée.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

La signature électronique du projet d'acte spécial est recommandée.

Un mail, comprenant la liste des pièces à joindre à la demande d'agrément, sera adressé au titulaire après notification du marché lui permettant de déposer ses demandes d'agréments de sous-traitants en cours de marché.

Le sous-traitant doit être déclaré avant le commencement de sa tâche. Le titulaire doit prendre en compte les délais pour la déclaration des sous-traitants en tenant compte du délai global du marché et du délai d'acceptation du sous-traitant (21 jours à compter de la réception du dossier complet).

☐ **Entreprise unique**

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

- Montant hors TVA

Cliquez ou appuyez ici pour
entrer du texte.

- Montant TVA incluse

Cliquez ou appuyez ici pour
entrer du texte.

Les déclarations et attestations (article R.2193-1 du CCP) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

☐ **Groupement (qu'il soit conjoint ou solidaire)**

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

N° du co-traitant	Montant hors TVA	Montant TVA incluse
1	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
2	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Total	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les déclarations (article R.2193-1 du CCP) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

Les demandes d'agrément de sous-traitant en cours de marché doivent être déposées :

- de manière dématérialisée via PLACE si tous les acteurs (titulaire/co-traitant éventuel/sous-traitants) disposent de la signature électronique,
- Si au moins l'un des acteurs ne dispose pas de signature électronique, l'envoi sera réalisé par envoi postal en RAR à l'adresse suivante :

SNIA - DGAC
Aéroport de Nice-Côte d'Azur
Bloc technique T1- CS 63092
06202 Nice cedex 3

2.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

2.6 Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

2.7 Clause de réexamen

En application des articles L2194-1 et R.2194-1 du CCP, les clauses de réexamen du marché public seront les suivantes :

1. Travaux, fournitures ou services supplémentaires qui sont devenus nécessaires ;
2. Modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévisibles conformément à l'article 3-7 suivant ;

3. A la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (SIRET, RIB, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires ;

4. Modifications qui ne sont pas substantielles ;
5. Modifications qui sont de faible montant ;
6. En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix ;

7. Prolongation de la période de préparation, l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée conformément à l'article 28.1 du CCAG ;
8. Prolongation de la période d'exécution des travaux, l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée ;
9. Modification des modalités de transmission et paiement du présent article 2.1.
10. Dans l'hypothèse où l'État procéderait, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour son compte, en cours de validité du présent accord-cadre, à la conclusion d'un marché public avec un ou plusieurs fournisseurs tiers ayant pour objet la fourniture de modules photovoltaïques, les parties conviennent de se rencontrer dans le cadre prévu à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Les parties procéderont alors à un réexamen des conditions techniques, administratives et financières du présent accord-cadre et ou des marchés subséquents en cours de validité, afin de permettre à l'acheteur d'imposer l'utilisation par le titulaire des modules photovoltaïques achetés auprès du ou des fournisseurs tiers titulaires du marché public de fourniture conclu par ou pour le compte de l'État.

Les parties s'engagent à tout mettre en oeuvre pour discuter de bonne foi et aboutir à la conclusion d'un avenant dans les meilleurs délais

Ces modifications ne peuvent changer la nature globale du marché.

Le réexamen pourra être mis en oeuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Ces modifications pourront être régularisées par la passation d'un/d'avenant(s) de régularisation.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Tx, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- Le présent Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (AE-CCATP) et ses annexes, dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Tx) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- L'ensemble des normes précisées dans le présent AE-CCATP et de manière générale, toutes les normes relatives aux prestations faisant l'objet du présent marché.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3.2 Pièces non contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1, les pièces suivantes ne sont pas contractuelles :

- L'offre technique du titulaire ;
- La pièce suivante qui pourrait être assimilée à « un élément de décomposition de l'offre financière du titulaire » n'est pas contractuelle : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

ARTICLE 4. DISPOSITIONS GENERALES

4.1 Responsabilités et assurances

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

4.1.1 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 2 000 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 500 000 € par sinistre.

4.1.2 Assurances de responsabilité décennale

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L.241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A.243-1 du même code. S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

4.1.3 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Tx, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour

le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

4.2 Réalisation de prestations similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

4.3 Clauses sociales et environnementales

4.3.1 Clauses sociales

Sans objet.

4.3.2 Clauses environnementales

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG-Tx, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

4.3.2.1 Clause carbone

Le bilan carbone des modules livrés en exécution du présent marché ne doit pas dépasser le plafond de 680 kg eq CO₂/kWc, évalué selon la méthode annexée au présent marché (cf. annexe 2).

Préalablement à toute modification des caractéristiques techniques des modules livrés en exécution du présent marché, le titulaire atteste à l'acheteur le respect du plafond précité sur la base d'une certification par un organisme ayant passé une convention avec l'État conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale.

(<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044173060>)

4.3.2.2 Conditions d'éco-conception des produits

Afin d'optimiser la recyclabilité des modules, le titulaire est tenu de fournir des modules garantis sans éléments perturbateurs du recyclage.

Pour être conforme à cette exigence, les modules doivent respecter, selon leur composition, pour la face avant et la face arrière les exigences suivantes :

- si composite : la résine doit être hors « époxy » et les couches polymères sans fluor
- si polymères : le polymère doit être sans fluor »

Afin d'optimiser la recyclabilité des modules, le Titulaire est tenu de faire apposer sur le verre composant ses modules un marquage précisant l'identité du fournisseur et la présence, ou non, d'antimoine dans le verre.

Afin de réduire l'impact environnemental des modules pendant les phases de fabrication, d'élimination et de recyclage, le titulaire est tenu de fournir des modules présentant un niveau de substances dangereuses aussi faible que possible.

A ce titre, :

- la teneur en plomb des modules ne peut excéder 0,1% ;
- la teneur en cadmium des modules ne peut excéder 0,01%

4.4 Exigence de traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement (condition d'exécution)

Un modèle de clause relative à la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement est joint en annexe 3 du présent document. Le renseignement de cette annexe n'est pas obligatoire pour les soumissionnaires

4.4.1 Principes généraux

Le Titulaire doit la plus grande transparence en matière de traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement mobilisées pour la fourniture de panneaux photovoltaïque objet du présent marché.

Cette préoccupation de l'acheteur est fondée sur les principaux textes suivants :

- Les huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail sur les droits de l'Homme au travail ;
- La loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (pour les catégories de titulaires ciblées par la loi) ;
- Les principes directeurs des Nations unies « Droits de l'Homme et entreprises » ;
- Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (pour les catégories de titulaires concernées).

En particulier, et en application de l'article 6 du CCAG-Travaux, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le Titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables.

4.4.2 Obligations du titulaire

Le Titulaire transmet à l'acheteur les informations et documents décrits dans le tableau ci-dessous, selon qu'il est ou non soumis à la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Dans tous les cas, les engagements du Titulaire sont attestés par le renseignement de l'annexe 3 « questionnaire sur la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement » du présent document.

Les informations consignées dans ce questionnaire seront suivies durant l'exécution du marché et le titulaire est tenu d'indiquer les outils adoptés et les principes endossés en matière de conduite

responsable de ses activités. Il peut également décrire toute autre démarche mise en œuvre : code de conduite, charte éthique, questionnaire fournisseurs, etc.

Fréquence de transmission	Délai de transmission	Information ou document à fournir
Titulaire soumis à la loi sur le devoir de vigilance		
En début de marché	Six (06) mois maximum après notification du marché	Plan de vigilance sous format dématérialisé ou lien internet accessible pour télécharger ce plan ; Plan rédigé en langue française
		Cartographie des risques sur les familles de produits ciblées dans le plan de vigilance ; La cartographie prévoit, outre l'identification des risques, les mesures d'évaluation et les mesures de prévention engagées ou prévues par l'entreprise
Annuellement – En début d'année civile	Au plus tard le 1 ^{er} mars	Plan de suivi sur l'année N-1
Titulaire non soumis à la loi sur le devoir de vigilance		
En début de marché	Dans les six (06) mois après notification du marché	Descriptif (plan d'action) des actions engagées et/ou prévues afin de prévenir et de maîtriser les risques de violation des droits de l'Homme dans les chaînes d'approvisionnement mobilisées dans le cadre du marché
Annuellement – à date anniversaire du marché	Au plus tard un (01) mois calendaire après la date anniversaire	Rapport sur la mise en œuvre du plan d'action

4.5 Cybersécurité

Contrôles et audits :

Durant la préparation ou la réalisation du marché, l'acheteur peut conduire ou mandater des contrôles et audits de sécurité informatique des fournitures, prestations, moyens utilisés et services proposés par le candidat ou titulaire, et leurs sous-traitants.

Dans tous les cas, des audits légitimés par la sélection ou le suivi de titulaires de marchés peuvent être réalisés sans accord préalable dès lors que les tests et sondes respectent les conventions techniques d'usage permettant de les identifier (par exemple, User-Agent référençant une URL d'explication, reverse-DNS permettant de donner une origine claire à une adresse IP, etc.).

4.5.1 Documentation

Le Titulaire est tenu de fournir à première demande la documentation nécessaire à la sécurisation de ses fournitures.

En particulier, sa documentation explicite tous les flux échangés (entrants et sortants, applicatif mais aussi de maintenance, de statistiques, de mise à jour, d'administration distante, etc.), et les dispositifs de contrôle d'accès et de maintien en condition de sécurité.

Si l'emploi sécurisé du produit ou du service nécessite des actions particulières de la part des bénéficiaires du marché, elles doivent être clairement identifiées dans un chapitre Sécurité du mode d'emploi (par exemple, la procédure de changement des mots de passe par défaut ou des interfaces exposées, de mise à jour de composants logiciels...).

4.5.2 Etat de l'art

La sécurisation des systèmes informatiques dépend de l'évolution des technologies. Il appartient à chaque titulaire de marché de s'aligner sur les standards et référentiels qui concernent les services qu'il propose, utilise ou met à disposition.

A première demande, le titulaire fournit tous les éléments démontrant la conformité à ces référentiels pour les services et objets numériques qu'il inclut dans son offre de fournitures. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration).

Concernant plus spécifiquement les appareils connectés, le titulaire met en place :

- un dispositif de lutte contre les logiciels malveillants (anti-virus, ou système de vérification et détection à base de signatures ou condensats des logiciels autorisés).
- un dispositif de mise à jour sécurisé.
- une limitation de l'exposition via les réseaux en réduisant les ports acceptant des connexions entrantes et en authentifiant les accès distants, sans faille connue (ceci exclut les connexions non chiffrés TELNET, HTTP/SMTP sans TLS, et l'emploi de mots de passe génériques ou faciles à découvrir, par exemple du fait d'un hachage insuffisant).

Signalements de sécurité :

Pour les prestations, produits et services qu'il fournit dans le cadre du marché, le titulaire met à disposition des fils publics par abonnement (flux RSS, liste de diffusion par courriel) ou autre dispositif d'information dédié à la sécurité informatique. Ces fils, identifiés dans le chapitre Sécurité des modes d'emploi, permettent aux bénéficiaires d'être tenu informés en continu des événements et changements impactant la sécurité, par exemple annonce de correctif, attaque en cours, nouvelle configuration à appliquer, violation de données à caractère personnel, etc.

Afin de garder leur pouvoir d'alerte, ces canaux de diffusion ne sont pas mélangés avec des flux commerciaux et marketing. Les fils peuvent être multiples dans le cas de fournitures en plusieurs composants mais sans laisser de vide d'information.

Réciproquement, les outils numériques mis à disposition permettent aux bénéficiaires et leurs experts en cybersécurité de signaler directement aux équipes appropriées du titulaire de possibles failles ou détournements de dispositifs de sécurité.

Afin que ces signalements soient effectifs et efficaces, les conventions d'usage en cybersécurité sont respectées (security.txt, abuse@). Dans tous les cas, il faut moins d'une minute pour trouver le point d'entrée approprié du signalement.

Après analyse partagée et vérification, le titulaire a obligation d'enregistrer les failles auprès des autorités compétentes (CERT nationaux pour les éditeurs, registres RGPD et CNIL ou équivalent pour la divulgation de données personnelles, ANSSI pour les opérateurs d'importance vitale ou de services essentiels, etc.) en suivant les réglementations établies. L'emploi d'un système de cotation connu (par exemple CVSS) permet de hiérarchiser l'urgence pour tous les acteurs en aval. A défaut d'action sous 3 mois, l'acheteur a la possibilité de se substituer aux titulaires dans les actions précédentes ou de pratiquer une divulgation responsable (annonce de la faille avec embargo pendant au moins 90 jours sur les détails techniques).

4.6 Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG-Tx, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

ARTICLE 5. CLAUSES TECHNIQUES

5.1 Objet et dispositions générales

5.1.1 Consistance des prestations

Les travaux concernent la mise en œuvre de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'immeuble de logement ilot 4.3 et leurs connections pour que l'électricité produite soit valorisée uniquement en autoconsommation.

L'autoconsommation envisagée est d'au minimum de 90% ce qui correspond à une puissance installée de 19kWc (donnée indicative selon une pré-étude).

Le titulaire devra la fourniture de tous les matériaux et le matériel nécessaires à la mise en œuvre ainsi que tous les transports et manutentions diverses. Il sera également dû, tous les travaux annexes nécessaires à la parfaite tenue et finition des ouvrages.

Le titulaire se rendra sur site pour prendre connaissance de l'ensemble des contraintes du site et des travaux à réaliser.

L'opération est réalisée au sein d'un bâtiment occupé. Le titulaire est prié de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire au maximum la gêne que pourrait générer l'exécution des prestations.

L'immeuble est situé dans la zone Grand Arénas à proximité immédiate de l'aéroport Nice Côte d'Azur :

Immeuble ilot 4.3, 478 Promenade des Anglais, 06200 Nice



5.1.2 Exigences réglementaires

Tous les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art, avec le respect et l'ensemble des normes et règlements connus au moment de la consultation, en particulier :

- Lois et Décrets ;
- Documents Techniques Unifiés ;
- Recommandations et avis techniques du C.S.T.B ;
- Règlement de sécurité des personnes ;

- Normes françaises définissant la qualité et mise en œuvre de procédés particuliers, notamment NF C15-712-1 (installations photovoltaïques) et NF C 15-100 (installation électriques)
- Règlement sanitaire départemental ;
- Code du travail.

Cette liste n'est nullement limitative mais le soumissionnaire est censé connaître l'ensemble des réglementations régissant sa profession.

Pour toute évolution de la réglementation en cours de travaux, l'entreprise sera tenue d'en aviser le maître d'ouvrage et devra proposer les solutions permettant d'être en conformité au moment de la réception des travaux.

La mise en œuvre des techniques nouvelles non couvertes par un DTU doit se faire en suivant les prescriptions d'un avis technique en cours de validité du C.S.T.B ou d'un avis motivé d'un bureau de contrôle agréé par la section "construction" de l'Assemblée Générale des Compagnies d'Assurances.

Des omissions ou imprécisions dans le présent AE-CCATP ne pourront être alléguées pour contrevenir à ces principes.

5.1.3 Qualité des matériaux

Les éléments de l'installation seront tous neufs, de qualité supérieure et conformes aux normes françaises ou européennes.

Les matériaux constitutifs de l'installation photovoltaïque devront être parfaitement adaptés à l'environnement marin donc corrosif du site d'implantation et disposer soit d'un état de surface protecteur adéquat ou à défaut disposer d'une protection mécanique pour les éléments rapportés comme les commandes des équipements, centrales de mesures.

Le titulaire du marché doit assurer la fourniture et la pose de modules photovoltaïques de haute performance, de technologie de type silicium monocristallin.

Les modules avec leurs cellules photovoltaïques doivent satisfaire aux conditions décrites à l'article 5.5 du présent document.

Tous les ouvrages défectueux sous quelque forme que ce soit à la réception des travaux se verront refusés. Il est rappelé que l'entreprise est responsable de l'installation jusqu'à sa réception et, de ce fait, devra la remise en état de toute dégradation constatée durant l'exécution des travaux.

Un descriptif exact du matériel proposé doit être présenté au maître d'œuvre et validé par ce dernier avant le démarrage des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre se réserve le droit d'exiger les marques citées en référence dans le présent document.

Les marques de matériaux, produits, composants de construction et procédés cités dans le marché le sont à titre de référence qualitative. L'entrepreneur demeure entièrement libre de proposer d'autres marques techniquement et esthétiquement équivalentes.

5.1.4 Mise en œuvre des ouvrages et produits

Les installations seront implantées de façon à faciliter la maintenance ultérieure.

Elles seront implantées de façon à utiliser au mieux la surface et le volume disponibles en réservant les espaces nécessaires aux déplacements des matériels susceptibles d'être démontés pour dépannage ou remplacement, sans qu'il soit indispensable de démonter d'autres organes.

A cet effet, les intervalles indispensables seront réservés, aucun élément ni canalisation ne devra s'opposer à l'ouverture des panneaux ou portes de visite, les appareils de contrôle de régulation et de sécurité seront parfaitement accessibles pour leur lecture et leurs réglages.

5.1.5 Stockage et protection

Les matériaux devront être stockés à l'abri des intempéries, des chocs et des salissures. Les éléments présentant des fissures, abîmés ou épauprés seront remplacés.

5.1.6 Nettoyage

L'entreprise devra assurer au fur et à mesure de l'exécution des travaux l'évacuation des gravats (chutes, déchets, emballages, etc.) en toute sécurité et selon les règles environnementales en vigueur. Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et prendre toutes dispositions utiles à ce sujet notamment :

- Les gravats devront toujours être évacués hors du site au fur et à mesure et au minimum tous les soirs
- En fin de travaux l'entreprise devra effectuer le nettoyage de toute l'installation

L'évacuation des déchets et le nettoyage seront à la charge du titulaire.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations découlant des prescriptions concernant le nettoyage, le RPA fera exécuter le nettoyage par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du titulaire, et aux frais de ce dernier.

5.2 Hypothèses de dimensionnement

5.2.1 Caractéristiques du bâtiment et des logements

L'immeuble compte 27 logements,

- Entresol 2 appartements T6 + 1 appartement T3
- Au 1er étage au 8eme étage la configuration des logements est identique pour chaque étage : 1 appartement T5 + 2 appartements T4

5.2.2 Données climatiques

Les installations seront dimensionnées afin de répondre aux données suivantes :

- Commune : Nice
- Département : Alpes Maritimes
- Altitude (NGF) : 5 m
- Zone climatique : H3
- Température extérieure hiver : -5 °C
- Température intérieure hiver : 19 °C
- Température extérieure été : 35 °C
- Température intérieure été : 26 °C

5.2.3 Niveaux sonores

Toutes les installations devront satisfaire aux exigences fixées par les règlements acoustiques en vigueur.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de limiter la propagation du bruit par transmission au travers des murs. Elle devra mettre en œuvre les éléments suivants :

- Résilient anti vibratile
- Manchettes anti vibratiles
- Supports de canalisations anti vibratiles
- Colliers isophoniques

La plus grande attention sera portée à ce sujet.

5.3 Reconnaissance des lieux et limites de prestations

Pour l'étude et la détermination de ses prestations, le titulaire devra prendre connaissance de toutes les pièces du dossier.

Il ne pourra en aucun cas, ni à aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultées et de les ignorer.

En aucun cas, il ne pourra se soustraire à ces obligations et réclamer le paiement de travaux supplémentaires au moment de l'exécution de ses ouvrages. Il doit prévoir dans son étude toutes les sujétions d'exécution entraînées en cours de réalisation par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions seront incluses dans l'offre qu'il remettra.

L'Entrepreneur devra prévoir à sa charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages.

Le titulaire devra établir, de manière exhaustive, ses besoins en réservations, incorporations, trémies, niches, fixations particulières, feuillures et saignées dans les éléments structurels du gros œuvre. Ces demandes seront présentées à la maîtrise d'œuvre au fur et à mesure du déroulement des études d'exécution

5.4 Préparation de chantier et sujétions générales d'exécution

Le titulaire devra réaliser toutes les études nécessaires à la bonne exécution des travaux et s'assurer de l'adéquation des équipements aux besoins.

Il devra fournir les pièces suivantes pour validation du maître d'œuvre :

- Désignation des matériaux et matériels employés et installés et justification des dimensionnements
- Les documents techniques des matériaux et matériels employés et installés.

5.4.1 Préparation de chantier :

Le titulaire doit :

- Fournir un planning général des démarches de raccordement et études d'exécution
- Etablir la demande de raccordement ENEDIS (puissance compteur partie communes de 36KWH)
- Réaliser les démarches administratives et autorisations de travaux pour la pose de panneaux photovoltaïque sur la toiture de l'immeuble ilot 4.3
- Fournir les documents d'exécution : étude de dimensionnement (calcul du productible, performance énergétique, ...), plans d'exécution des ouvrages (dont plans de cheminements des câblages électriques, plan de calepinage de l'installation photovoltaïque, plans de détails, ...). Ces documents seront soumis à la validation du maître d'œuvre.
- Présenter au maître d'œuvre pour validation avant toute mise en œuvre les produits préconisés (onduleur, support des panneaux, capteur solaire).

Le maître d'ouvrage mettra à disposition de l'entreprise :

- Eau et électricité
- Un local base de vie

L'entreprise aura à sa charge pendant toute la durée de chantier :

- La fourniture d'une table, chaises ainsi que vestiaire
- L'entretien et le nettoyage quotidien de la base de vie
- Toute autre élément servant au bon déroulement du chantier

5.4.2 Sujétions générales d'exécution :

Les travaux comprennent les sujétions suivantes :

- La mise en œuvre devra scrupuleusement respecter les documents d'exécution validés par la maîtrise d'œuvre, en particulier ce qui concerne l'implantation des modules photovoltaïques et des convertisseurs, les cheminements généraux des câblages, le raccordement de l'installation au TGBT.
- Les prescriptions du Fabricant devront être respectées.
- Le remplacement et la remise en état des détériorations du site liées à la réalisation des travaux
- L'enlèvement et la mise en décharge des déchets et gravats liés au chantier.
- La mise en place de la signalétique spécifique pour la protection des personnes.

5.5 Description détaillée des prestations

5.5.1 Grutage des fournitures et matériels :

Description	➤ Grutage des panneaux photovoltaïques, des fournitures et du matériel
Performances techniques	➤ Une répartition des charges sur la toiture sera nécessaire
Caractéristiques spécifiques	➤ Un balisage de la zone de grutage sera obligatoire avec un plan de prévention ➤ Autorisation de la DGAC pour la hauteur de grue (proche Aéroport)
Localisation	➤ Toiture ilot 4.3
Etablissement du prix unitaire	➤ Un ensemble

5.5.2 Mise en place de supports des panneaux solaires de type plots béton :

Description	➤ Plots béton de type SUN BALLAST avec pastilles de protection entre la membrane et le bloc béton
Performances techniques	➤ Les plots béton devront respecter la réglementation en vigueur pour résister aux intempéries (vents violent) ➤ Les plots devront être compatible avec l'étanchéité existante
Caractéristiques visuelles et finition	➤ Le nombre de plots devra être suffisant et respecter les préconisations du fabricant
Localisation	➤ Toiture ilot 4.3
Etablissement du prix unitaire	➤ Prix au M ² :

5.5.3 Variante facultative en alternative aux supports de panneaux solaires de type plots béton

Description	➤ Système de montage adapté à la nature de la toiture de type K2 SYSTEME ou équivalent pour toiture terrasse végétalisée
Performances techniques	Les caractéristiques techniques minimales suivantes doivent être respectées : ➤ Compatibilité avec la nature de la toiture et l'étanchéité existante ➤ Maintien de la garantie décennale du complexe d'étanchéité ➤ Respect de la réglementation en vigueur pour résister aux intempéries (vents violent) ➤ Résistance aux conditions climatiques de bord de mer

Caractéristiques visuelles et finition	➤ Si nécessaire traitement contre la corrosion en raison de l'exposition à l'air marin
Localisation	➤ Toiture ilot 4.3
Etablissement du prix unitaire	➤ Prix au M ² :

5.5.4 Panneaux photovoltaïques :

Description	➤ Panneaux photovoltaïques marque VOLTEC type TARKA 138 VSBD ou équivalent
Performances techniques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rendement du module STC minimal : 19% ➤ Garantie du produit : 20 ans minimum (Le titulaire devra être en mesure de démontrer la garantie minimale de 20 ans) ; ➤ Garantie de performance : 85 % à l'année 25 ; ➤ L'ensemble des modules constituant le générateur photovoltaïque doivent avoir des caractéristiques identiques avec une tolérance de +/- 5%/0% sur la valeur de la puissance crête. ➤ Certifications IEC : 61215, 61730 et IEC : 61701
Caractéristiques visuelles et finition	➤ Fixation des panneaux respectant les données constructeur
Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le calepinage sera proposé par l'entreprise et devra respecter les recommandations du SDIS 06. Le calepinage sera soumis à validation du maître d'œuvre. ➤ Le calepinage devra répondre à la recherche du meilleur compromis entre optimisation de la production et exploitation rationnelle de la surface mobilisable estimée à environ 400 m² en intégrant les sujétions de passage pour l'entretien et la maintenance. ➤ Mise à la terre efficace sur chaque structure et équipement.
Localisation	➤ Toiture de l'ilot 4.3
Etablissement du prix unitaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fourniture et pose des panneaux : M² ➤ Mise en place du chemin de câbles : ML ➤ Mise à la terre : Un ensemble

5.5.5 Mise en place du câble entre le TGBT et les onduleurs courant alternatif AC :

Description	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place du câblage électrique (section du câble adapté aux puissances des onduleurs du TGBT jusqu'aux onduleurs (rdc/8 étages) ➤ Mise en place câble de terre
Performances techniques	➤ Le câble électrique devra avoir une section conforme avec la puissance fournie par les onduleurs.
Caractéristiques visuelles et finition	➤ Le câble devra être fixé correctement en parti verticale avec des colliers tous les 50 cm et en parti horizontale tous les 1.00 m il sera repéré et étiqueté
Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le titulaire devra la fourniture et pose de chemin de câble dans les endroits où il est absent. ➤ Le carottage pour le passage du câble électrique sera nécessaire et devra être rebouché par des produit coupe-feu après le passage du câble (réglementation incendie)
Localisation	➤ Descente du câble du 8 étage jusqu'au RDC par la gaine technique jusqu'au local électrique (TGBT)
Etablissement du prix unitaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Câbles et chemin de câbles : ML ➤ Carottages, rebouchages : Un ensemble

5.5.6 Mise en place du câble entre les onduleurs et les capteurs solaires (courant continu DC - UTE C 15-712-1)

Description	➤ Passage du câble électrique devra avoir une section adaptée à la puissance des panneaux solaires de la toiture jusqu'aux onduleurs dans la cage d'escalier du 8 étage. Ces câbles doivent être protégé mécaniquement avec de la gaine coupe-feu et en respectant les normes de résistances au feu.
Performances techniques	➤ Le câble devra avoir la bonne section suffisante par rapport à la puissance maximal des panneaux solaires
Caractéristiques visuelles et finition	➤ Le câble électrique et l'encoffrement devra être fixé conformément à la réglementation sur le chemin de câble avec des colliers
Mise en œuvre	➤ Mise en place de chemin de câble /mise en place des gaines /mise en place du câble
Localisation	➤ Dans la cage escalier du 8 étage jusqu'aux capteurs solaires
Etablissement du prix unitaire	➤ Prix au ML

5.5.7 Pose des onduleur et tout l'équipement (protection/ transfo etc....) :

Description	➤ Pose d'onduleur marque FRONIUS type VERTO 15.0-3-M ou équivalent dans la cage d'escalier du 8ème étage.
Performances techniques	➤ Les onduleurs devront être adapté à la puissance maximale fourni par les panneaux solaires
Mise en œuvre	➤ Fixations des onduleurs à un endroit où cela gêne le moins le passage et où l'accessibilité et l'entretien soit confortable (services technique). ➤ Mise en place d'un coffret de protection avec disjoncteur /fusibles/parafoudres (DC). ➤ Repérages /étiquetages ➤ L'emplacement devra être validé par VISA du MOE
Localisation	➤ Cages escalier 8 étage
Etablissement du prix unitaire	Un ensemble

5.5.8 Raccordement au TGBT :

Description	➤ Mise en place d'un coffret protections avec disjoncteurs/fusibles (AC) ➤ Mise en place d'un compteur pour la réinjection du surplus électrique vers ENEDIS ➤ Mise en place d'une horloge numérique pour permettre la programmation de ECS ➤ Repérage/Etiquetage
Mise en œuvre	➤ Respect de la norme NF C15-100 ➤ Encoffrement coupe-feu minimum 30mn à partir du moment où les câbles quitteront la gaine technique verticale existante et leur branchement au TGBT.
Localisation	➤ TGBT RDC bâtiment ilot 4.3
Etablissement du prix unitaire	➤ Un ensemble

5.5.9 Mise en service et contrôle :

Description	➤ Le raccordement de l'installation photovoltaïque sur le réseau ENEDIS
Localisation	➤ RDC local TGBT
Etablissement du prix unitaire	➤ Un ensemble

5.5.10 Consuel

Description	➤ Vérification dans sa globalité pour la conformité de l'installation
Localisation	➤ TGBT/cheminement des câbles/onduleurs/panneaux photovoltaïque sur toiture
Etablissement du prix unitaire	➤ Un ensemble

5.6 Niveau de criticité des installations de stockage des pièces détachées et de localisation des intervenants de maintenance

Au regard de la nécessité d'assurer la continuité du service public, qui pourrait être menacée en cas de panne affectant des modules alimentant des sites en autoconsommation, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures de gestion des risques, et en particulier du risque de rupture d'approvisionnement, tout au long de l'exécution du marché.

Le Titulaire indique et met à jour les noms, adresses, pays et éventuels points de contact de chacun des sites de stockage des pièces détachées et centres de services, notamment de maintenance, auxquels il a recours dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire ne peut recourir, en cours d'exécution, à un autre site sans avoir obtenu l'accord préalable de l'Acheteur. En cas de changement de site en cours de marché, le Titulaire ne peut proposer que des sites présentant des caractéristiques équivalentes à celles des sites initiaux, afin de maintenir sur toute la durée du contrat un niveau constant de performance en termes de sécurité des approvisionnements, de contrôle de la qualité des produits et de respect des exigences sociales et environnementales stipulées dans les documents de la consultation.

Afin de garantir la sécurité des approvisionnements et la rapidité des interventions de maintenance sur les modules et afin de prévenir tout risque de rupture de service, conformément à l'article L.2112-4 du code de la commande publique, le Titulaire s'engage à ce que les moyens spécifiquement mis en œuvre pour la maintenance des modules acquis en exécution du présent marché soient localisés sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne, ou de l'Espace économique européen.

5.7 Essais et vérifications des installations électriques

5.7.1 Essais

Indépendamment des vérifications sur la qualité et la provenance des appareils et du matériel prévus au marché, les installations seront soumises en fin de travaux, à un programme d'essais aux frais du titulaire permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des constituants.

Les essais en fonctionnement seront réalisés avant la réception des ouvrages.
Ces essais sont à la charge du titulaire et placés sous sa responsabilité.

Le titulaire informera le maître d'œuvre des dates de ces essais afin d'y être éventuellement présent.

5.7.2 Vérifications des installations électriques

Vérifications des installations électriques. Elles comprendront toutes les vérifications et manipulations prévues par les normes en vigueur, indépendamment des vérifications sur la qualité et la provenance des appareils et du matériel prévus au marché, et des essais internes que l'entrepreneur jugera utiles de faire.

Ces vérifications comporteront notamment :

- La mesure de résistance de terre,
- La mesure de l'isolement des circuits et vérification des mises à la terre,
- Le contrôle de serrage des bornes,
- Le contrôle de la continuité des conducteurs de protection,
- Le contrôle des organes de protection et de leur sélectivité,
- La mesure des tensions en pleine charge,
- La mesure des échauffements en pleine charge après 4 h de fonctionnement continu.

A la suite de ces essais, une validation des équipements électriques (câblage et dimensionnement des sections de câbles, armoires électriques, normes en vigueur, etc..) sera faite aux frais de du titulaire par un organisme de contrôle agréé de son choix. Cette vérification donnera lieu à un procès-verbal joint au DOE, obligatoirement vierge de toutes remarques. Les travaux de mise aux normes étant à la charge du titulaire jusqu'à production d'un PV de contrôle de conformité vierge de toutes remarques.

5.8 Formation / assistance technique

A l'issue de la réception des travaux l'entreprise devra dispenser une formation pour la prise en main des installations par le maître d'ouvrage et apporter une assistance technique pendant la période de parfait achèvement.

5.9 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le titulaire devra fournir un dossier complet conforme aux travaux réellement exécutés au plus tard à la livraison des installations. Documents sous forme dématérialisés.

- Les plans et autres documents issus des plans d'exécution d'ouvrage,
- Les notes de calculs,
- La documentation technique,
- Les procès-verbaux

ARTICLE 6. DELAI D'EXECUTION DU MARCHE – PENALITES

La durée du marché court de sa date de notification, pour toute la durée d'exécution des travaux et jusqu'à la fin de toutes obligations en découlant, période de garantie incluse.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux définis ci-dessous :

6.1 Période de préparation

La période de préparation des travaux part à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de la commencer.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, ce délai est fixé à 4 semaines.

6.2 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est de 8 semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

6.3 Pénalités

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Le RA se réserve la possibilité de réduire le montant des pénalités applicables au titre du présent marché, voire de ne pas les appliquer à titre gracieux, auquel cas le titulaire sera averti par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TRAVAUX, les pénalités de retard sont dues au premier euro.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-TRAVAUX, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités journalières du présent marché s'entendent en jours calendaires.

6.3.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Tx, le titulaire subit une pénalité journalière de 100€ dans le cas d'un retard à l'exécution des travaux.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

6.3.2 Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG-Tx s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

6.3.2.1 Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-Tx en cas de retard dans la fourniture des documents, le titulaire encourt une pénalité journalière. Cette pénalité est fixée à 100 €.

6.3.2.2 Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. Le maître d'œuvre se réserve le droit de mener certaines réunions de chantier en visioconférence via l'outil « Windows Teams ».

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 € / constatation.

ARTICLE 7. PAIEMENTS

En cas de co-traitance, le règlement est effectué sur comptes séparés, que le groupement soit conjoint ou solidaire.

7.1 Modalités de transmission et de paiement

7.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

☞ *Attention à cocher « NON » dans la zone « le destinataire est-il un service de l'Etat ? » **

** En effet, si la DGAC est bien un service du Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, il n'est techniquement pas reconnu comme service de l'Etat dans le portail "Chorus Pro".*

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes qui seront transmises au moment de la notification du marché :

- Le numéro de marché,
- Le numéro de SIRET,
- Le code du service exécutant de la dépense,
- Le numéro d'engagement juridique (EJ).

7.1.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.2 Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG-Tx.

7.3 Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux (avec ou sans réserve – EXE6 Réception des travaux), le projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG-Tx.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au conducteur d'opérations. Ce dernier édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure l'acheteur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant de l'acheteur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant de l'acheteur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

☐ **Entreprise unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

[illegible]

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupe** (qu'il soit conjoint ou solidaire)

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 2	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

7.4 Avance

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'AE-CCATP. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le pourcentage est fixé à 30 % du montant total TTC et sera versée au titulaire en application de l'article L.2191-1 et R.2191-4 du CCP dès notification du marché. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 7.1.1.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche du lot atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un groupement, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

☐ Entreprise **unique**

Le titulaire désigné ci-devant :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue au présent article.
- ☐ **accepte** de percevoir l'avance prévue au présent article.

☐ Groupement **(qu'il soit conjoint ou solidaire)**

N° du cotraitant	Avance prévue au présent article	
1	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> accepte de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> accepte de la percevoir

7.5 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas de modifications, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

ARTICLE 8. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de la modification de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-Tx complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG-Tx.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG-Tx :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG-Tx.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG-Tx.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu à l'article 50.4 du CCAG est fixé par l'Acheteur à 3%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 9. ANNEXES

Le présent document comporte 3 annexes :

- Annexe 1 – Détail de la répartition financière par co-traitant (en cas de candidat unique, rayer l'annexe)
- Annexe 2 – Annexe 1 au guide de la Direction des achats de l'Etat « Stratégie d'achat - marchés de panneaux photovoltaïques (version du 10 juin 2024) »
- Annexe 3 – Annexe 2 au guide de la Direction des achats de l'Etat « Stratégie d'achat - marchés de panneaux photovoltaïques (version du 10 juin 2024) »

ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

L'article 2.1 de l'AE-CCATP	déroge aux articles	9.1.1 et 13.6, 14.4.3 et 14 du CCAG-TX
L'article 2.6 de l'AE-CCATP	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG-TX
L'article 3.1 de l'AE-CCATP	déroge à l'article	4.1 du CCAG-TX
L'article 3.2 de l'AE-CCATP	déroge à l'article	4.1 du CCAG-TX
L'article 4.1.3 de l'AE-CCATP	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG-TX
L'article 6-1 de l'AE-CCATP	déroge à l'article	28.1 du CCAG-TX
L'article 6-3 de l'AE-CCATP	déroge aux articles	19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-TX
L'article 6.3.1 de l'AE-CCATP	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG-Tx
L'article 8 de l'AE-CCATP	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG-TX

Fait en un seul original

à : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. le : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Signature électronique nominative.

Si signature manuscrite, mentionner :

Nom, Prénom, fonction, "lu et approuvé", signature(s) de l'/des entreprise(s) et tampon :

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le Représentant de l'Acheteur

à :

le :